

## Appel d'offres Ouvert N° 2025-442

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Objet : Conseil, réalisation et présentation d'un baromètre annuel sur  
« Les Franciliennes, les Franciliens et leur santé »**

Ce marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'art. L1111-4, L2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 et des art. R2124-1 et R2124-2 du décret 2018-1075 relatif à la commande publique.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.2 PROCÉDURE DE CONSULTATION .....	3
1.3 FORME ET NATURE DU MARCHÉ .....	3
<b>ARTICLE 2 : ÉLECTION DE DOMICILE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 : CORRESPONDANTS DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 : MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 : PRIX .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 : PÉNALITÉS .....</b>	<b>10</b>
9.1 RETARD IMPUTABLE AU TITULAIRE .....	10
9.2 RETARD NON IMPUTABLE AU TITULAIRE .....	10
<b>ARTICLE 10 : AVANCES ET ACOMPTES.....</b>	<b>11</b>
10.1 AVANCE : .....	11
10.2 ACOMPTÉ : .....	11
<b>ARTICLE 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>11</b>
11.1 DEMANDE DE PAIEMENT .....	11
11.2 PAIEMENT .....	12
<b>ARTICLE 12 CÉSSION OU NANTISSEMENT .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 : CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 : MARCHES SUCCESSIFS .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>13</b>
16.1 RESILIATION POUR FAUTE.....	13
16.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL .....	13
<b>ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 : APPLICATION DE L'ARTICLE D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL - ASSURANCES .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 20: LABEL DIVERSITÉ .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>14</b>

## **Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales**

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet une prestation de conseil, réalisation et présentation du baromètre annuel sur les Franciliennes, les Franciliens et leur santé pour 2025, 2026 et 2027 pour l'Agence régionale de santé Île-de-France.

L'Agence régionale de santé Île-de-France recherche l'institut de sondage ou l'institut d'études et d'opinions qui pourra conseiller, réaliser et présenter aux différents publics et partenaires de l'ARS Île-de-France un baromètre annuel sur les Franciliennes, les Franciliens et leur santé pour 2025, 2026 et 2027.

**La description des prestations et leurs spécificités techniques sont décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.**

### 1.2 Procédure de consultation

Le présent marché est passé sur le fondement d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2120-1 et L 2112-1 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R. 2124-1, R2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande Publique.

### 1.3 Forme et nature du marché

#### Forme du marché

Le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. La dévolution par lots rendrait dans ces conditions, techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations au sens de l'article L2113-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018.

#### Nature du marché

Le présent accord-cadre est mono attributaire et s'exécute par émission de bons de commande, sans montant minimum et un montant maximum, en valeur, conformément aux dispositions R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du Décret n°2018-1075 relatif au code de la Commande publique.

Montant maximum sur la durée totale du marché : **180 000 euros HT sur 4 ans.**

## **Article 2 : Election de domicile**

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au Titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'ATTRI 1.

En cas de modification de domicile élu, le Titulaire en avertit l'ARS IDF par lettre recommandée avec avis de réception postal.

## **Article 3 : Documents contractuels**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (**ATTRI1**) et son annexe financière (BPU) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. Le Cahier des clauses techniques particulières (**C.C.T.P.**) et les annexes dont l'exemplaires original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 202, téléchargeable sous le lien : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>
5. Le mémoire technique du titulaire ;
6. Les bons de commande ;
7. Les devis

L'original de ces documents conservé dans les archives de l'ARS Île-de-France fait seul foi.

### **Portée des pièces du marché**

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre l'ARS IDF et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à l'ARS IDF.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de l'ARS IDF.

### **Article 4 : Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an et sera reconductible trois (3) fois par période d'un (1) an, soit une durée maximale de quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'ARS IDF en avise le titulaire par lettre recommandée avec AR au plus tard un (1) mois avant l'expiration de la période en cours.

Si l'ARS décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne peut pas demander le versement d'indemnité et il devra exécuter les commandes en instance et donner suite aux bons de commandes qui seraient émis par la personne publique jusqu'à la date d'échéance concernée.

### **Article 5 : Modalités d'exécution du marché**

Les prestations seront exécutées conformément aux stipulations du cahier des charges, les normes et les spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de lancement du marché.

Le marché s'exécute par émission des bons de commande, le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire.

Le Titulaire travaille en étroite collaboration avec le Service Démocratie Sanitaire de la DESCOM de l'ARS IDF selon les modalités détaillées dans le cahier des charges. La mise en œuvre des projets pourra nécessiter la tenue de réunions de conduite de projet et/ou comité de pilotage selon les projets ainsi que le partage de documents de suivi.

Le personnel d'exécution du Titulaire réalise les prestations sous la direction du Titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux prescriptions du document unique et ses annexes pour l'exécution des prestations ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière ;

- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale ;
- à l'ensemble des consignes intérieures édictées par la personne publique contractante.

### **Bons de commandes**

Les bons de commande sont émis sur la base du Bordereau de Prix Unitaire et/ou devis conformément aux prescriptions décrites dans le CCTP.

Le bon de commande peut être émis jusqu'à la date d'expiration du marché.

L'émission du bon de commande est soumise au préalable par une demande de devis respectant l'annexe tarifaire à l'Acte d'engagement.

Les bons de commande comportent les mentions suivantes :

Le numéro du marché ;

Le numéro du bon de commande ;

L'identification du service de l'ARS IDF demandeur de la prestation ;

· la désignation détaillée de la prestation à fournir ;

· le délai d'exécution ;

· le montant total HT, taux de TVA et montant TTC du bon de commande ;

· l'adresse de facturation ;

· ainsi que toutes les annexes en pièces jointes et précisions utiles à l'exécution de la commande.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Directeur ou la Directrice générale de l'ARS Île-De-France, la Directrice de la Communication ou toute autre personne dont le nom aura été communiqué par écrit au Titulaire.

Les bons de commande sont émis par tout moyen permettant d'attester la date de réception (courrier, télécopie ou e-mail.).

### **Modification du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations, objet du bon de commande correspondant.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative des autorités publiques ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter sans supplément de coût pour l'acheteur dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

L'acheteur se réserve le droit d'acquiescer auprès du Titulaire retenu des prestations nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

L'acheteur pourra seul décider de passer un avenant au dit marché afin de prendre en compte les évolutions précitées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le Titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

### **Suspension du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, L'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

A l'expiration de cette durée, L'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

### **Interruption du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, L'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le Titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité. Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

### **Lieux d'exécution**

Les locaux de l'ARS IDF (Siège et délégations départementales), les locaux du Titulaire et tout autre lieu en lien avec le présent marché.

### **Obligations du titulaire :**

En cas de modifications importantes du fonctionnement de la société, le Titulaire notifie immédiatement au service Marchés de l'Agence Régionale de Santé Île-de-France toute modification survenant après notification du marché et pendant toute sa durée de validité, relative :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- aux numéros d'appel, ou mail ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- la domiciliation des paiements.

Le Titulaire devra respecter les dispositions réglementaires et légales françaises en matière de droit du travail, les dispositions applicables en matière d'hygiène et de sécurité des biens et des personnes, ainsi que les conventions collectives qui seraient obligatoires, l'Agence Régionale de Santé Île-de-France n'étant, à cet égard, en aucun cas responsable des éventuels manquements du Titulaire.

L'équipement et la sécurité des personnels devront être conformes à la réglementation en vigueur, le Titulaire est seul responsable de la sécurité, de la protection et de la santé des travailleurs.

Pendant toute la durée du marché, le personnel du Titulaire restera sous l'entière autorité hiérarchique de celui-ci ; en aucun cas, il ne pourra être assimilé à un salarié de l'Agence Régionale de Santé Île-de-France.

Le Titulaire s'engage à informer l'ARS IDF de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le Titulaire s'expose à l'application des mesures prévues pour la résiliation.

### **Force majeure**

Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par le présent marché qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure, tels que ceux habituellement retenus par la Jurisprudence, sous réserve toutefois que la partie invoquant un tel cas notifie son existence à l'autre dès que possible, qu'elle fasse de son mieux pour en limiter les conséquences et enfin qu'elle reprenne l'exécution du marché après que ce cas de force majeure ait disparu.

Dans la mesure où un tel cas se poursuivrait pendant une durée supérieure à un (1) mois, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du présent marché afin d'en tenir compte. Si aucun accord n'était trouvé, le marché peut alors être résilié, sans indemnité de part et d'autre, par simple notification écrite.

### **Obligation de l'ARS IDF**

L'Agence Régionale de Santé Île-de-France supervise et contrôle l'exécution de l'ensemble des prestations. L'ARS IDF s'engage à fournir tous les moyens et à répondre à toutes les questions permettant de faciliter au Titulaire l'exécution de desdites prestations.

### **Responsabilité du Titulaire**

Le Titulaire est responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents.

La Personne Publique se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au compte du Titulaire, la réparation des dommages causés.

### **Obligation du Titulaire**

Le Titulaire est tenu de fournir l'ensemble des livrables définis dans le CCTP, dans les délais et formats prévus.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat

### **Contraintes sur la composition de l'équipe de réalisation**

Tout au long du projet, les intervenants du Titulaire devront respecter les niveaux de qualification requis pour l'exécution du marché. Tout changement de personnel affecté à la réalisation du marché doit être soumis préalablement à l'appréciation de l'acheteur.

L'ARS d'Ile de France se réserve le droit de récuser, par lettre recommandée motivée avec accusé de réception, le personnel désigné dans la proposition technique du Titulaire qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Le Titulaire procèdera à son remplacement dans les conditions prévues ci-après.

Pour tout remplacement d'un des intervenants principaux pour motif de récusation ou en cas d'absence d'une de ces personnes, **supérieure à 15 jours** ou de départ d'une personne affectée au projet, le Titulaire propose à l'ARS IDF un remplaçant de qualification équivalente, dans un délai de 15 jours.

Le remplaçant, reçu à la demande de l'ARS IDF, est considéré comme accepté si l'ARS IDF ne le récuse pas dans un délai de 10 jour ouvré à compter de la réception de la proposition de remplacement.

En cas de récusation du remplaçant, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de refus, pour procéder au remplacement de l'agent.

Tout non-respect des délais ci-dessus par le Titulaire l'expose aux pénalités prévues à l'article 9 suivant du présent CCAP.

Le Titulaire doit assurer au titre du remplacement la formation à ses frais du remplaçant et la période de recouvrement entre la personne à remplacer et son remplaçant.

Les périodes d'indisponibilité de l'équipe du Titulaire devront être au préalable acceptées et validées par l'ARS Île-de-France. La continuité des prestations devra être assurée.

## Déplacements

Aucun frais de déplacement ne sera pris en charge par l'ARS Île-de-France.

## Langue

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont rédigés en Français.

## Confidentialité

En sus des dispositions du CCAG-PI, les renseignements, documents transmis au Titulaire par l'ARS IDF, ou récoltés dans le cadre de l'exécution du marché revêtent un caractère confidentiel.

On entend par « informations confidentielles » au sens du présent marché, les informations de toute nature, techniques, financières, comptables, administratives, tous plans, études, audits, toutes données, quelle qu'en soit la forme ou le support, incluant, sans limitation les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque et communiquées au Titulaire ou celles dont ce dernier aurait pu avoir connaissance du fait de la réalisation des prestations objet du présent marché, ou par tout autre moyen, se rapportant directement ou indirectement au marché ou à l'activité du prestataire.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter cette confidentialité par toute personne intervenant pour son compte. Ces renseignements, documents ne peuvent être communiqués, sans autorisation préalable de l'ARS IDF, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'utilisation par le Titulaire des renseignements, document remis par l'ARS Île-de-France dans le cadre du présent marché est strictement limitée aux besoins du marché.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du contrat. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du Titulaire.

## Propriété des résultats

Les résultats des travaux réalisés dans le cadre de ce marché **seront la propriété de l'ARS Île-de-France**, qui pourra les utiliser et les diffuser, en totalité ou de façon partielle, à son entière discrétion.

## Protection des données personnelles

### Préambule - Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD) (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, le responsable de traitement est l'ARS IDF et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Dans le cadre du présent marché public, et aux fins de fournir les prestations prévues à l'article 1.1 de la présente convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la Loi informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

- 1) Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

AOO N°2025-442

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
6. aider, le cas échéant, l'acheteur à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et la consultation préalable de l'autorité de contrôle (CNIL) ;
7. mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :
  - les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
8. mettre à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

## 2) Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect par le titulaire des obligations prévues par le RGPD et par la Loi Informatique et Libertés modifiée ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## Article 6 : Correspondants du marché

Le nom et les coordonnées des interlocuteurs du Titulaire du présent marché seront communiqués au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à désigner nommément un responsable, interlocuteur principal et à ne pas assurer son remplacement sans l'accord préalable de l'ARS IDF.

## Article 7 : Modalités de vérification et d'admission

Les opérations de vérification et validation des livrables sont effectuées conformément aux dispositions du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où les prestations ne peuvent être admises en l'état, le titulaire doit procéder, dans les délais compatibles avec le calendrier, aux corrections requises et à la livraison d'une version conforme des livrables.

## **Article 8 : Prix**

Le marché est conclu à prix unitaires.

Le Bordereau de Prix Unitaire se trouve en annexe de l'Acte d'engagement.

Le BPU est constitué des principales réalisations les plus représentatives mais cette liste ne présente aucun caractère d'exhaustivité quant à l'exécution financière de ce marché.

L'ARS IDF se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des réalisations des prestations spécifiques non identifiées à ce jour au BPU. La formalisation du devis pourra alors faire l'objet d'un avenant au bordereau de prix si ce besoin est susceptible de se répéter pendant la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance et au transport ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires et de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution de la prestation.

### **Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre.

### **Révision des prix :**

Les prix sont fermes pendant la première année du marché.

Les prix indiqués dans l'accord-cadre pourront être revus à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché, en fonction de l'évolution de l'Indice de prix publié par l'INSEE à partir duquel le titulaire ajuste le prix. L'indice de référence est le dernier connu à la date d'entrée en vigueur du marché.

L'indice actualisé est celui qui est connu à la date anniversaire du marché.

Le rapport entre l'indice actualisé et l'indice de référence (indice actualisé / Indice de référence) constitue le pourcentage de révision de prix pour la première année.

Pour les années suivantes, l'indice actualisé de l'année N devient l'indice de référence pour la révision des prix à la date anniversaire N+1.

## **Article 9 : Pénalités**

### 9.1 Retard imputable au Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser la prestation du présent marché dans les délais qui auront été fixés et conformément aux dispositions du CCTP.

En cas de non-respects, le titulaire s'expose à l'application de pénalités suivant dispositions de l'article 14 du CCAG/PI.

Le paiement de ces pénalités n'est pas libératoire

### 9.2 Retard non imputable au Titulaire

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ARS IDF, ou si une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (notamment un événement ayant le caractère de force majeure), les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

## **Article 10 : Avances et acomptes**

### 10.1 Avance :

Conformément aux dispositions des articles R 2191-2 à R 2191-19 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

### 10.2 Acompte :

Conformément aux articles R. 2191-20 et R. 2191-22 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, le Titulaire peut demander le versement d'acomptes.

Le montant de l'acompte demandé ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-20 et R. 2191-26 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause.

## **Article 11 Modalités de règlement**

### 11.1 Demande de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique.

Toutes les prestations du présent marché sont payées sur présentation des factures après attestation du service fait par la Direction métier.

Le Titulaire envoie à l'attention du service facturier de l'agence comptable de l'ARS ÎLE- DE-FRANCE une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations.

Les factures sont libellées en Euros, le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne Publique. Cette dernière peut rectifier la facture en fonction des avances, pénalités et autres.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un (1) original et deux (2) copies et adressées à :

ARS Île-de-France –  
Service facturier

13 rue du Landy  
93200 SAINT-DENIS

Outre les mentions légales, la facture datée porte les indications suivantes :

La référence du marché et du bon de commande

Mentions obligatoires d'identification :

nom ou raison sociale du créancier ;

référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;

N° SIREN ou de SIRET le cas échéant.

- Domiciliation :

Mention, claire et lisible, de la domiciliation du fournisseur dans le corps de la facture, les références de compte bancaire ou postal complet (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Eléments concernant la prestation facturée :

le montant HT des sommes dues, avec le détail et la nature des prestations ;

le taux et le montant de TVA ;

le montant total TTC arrêté en chiffres et en lettres.

Emission des factures électroniques sur Chorus pro quand nécessaire :

*Les factures sont déposées sur le portail Chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> en renseignant les références suivantes :*

*Le SIRET de l'ARS IDF : 130 008 014 00149*

*Le code CRB et le n° d'Engagement (se rapprocher de votre interlocuteur auprès de l'ARS IDF)*

### 11.2 Paiement

L'ARS IDF se libère des sommes dues au titre du marché par mandats administratifs et virements du comptable assignataire indiqué dans l'ATTRI 1, au compte désigné par le titulaire.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours, donne lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur de l'ARS IDF ou son représentant.

Le comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'ARS IDF.

Le règlement des prestations s'effectuera sur le budget de l'agence.

## **Article 12 Cession ou nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

### **Article 13 : Sous-traitance**

La sous-traitance est admise conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la Commande publique.

### **Article 14 : clause de réexamen**

Dès lors qu'un changement de législation fiscale, sociale et environnementale entraîne des dépenses supplémentaires, ces dépenses feront l'objet d'une clause de réexamen.

En cas de changement de titulaire, le nouvel acquéreur reprend le présent marché aux mêmes conditions initiales, le changement pourra être entériné par avenant.

### **Article 15 : Marchés successifs**

Conformément aux articles R. 2122-4, R. 2122-7 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, l'Agence Régionale de Santé Île-de-France envisage la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la passation de marchés complémentaires et la réalisation de prestations similaires.

### **Article 16 : Résiliation du marché**

#### 16.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 39 du CCAG/FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 27 du CCAG/PI.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent marché, notamment définies dans le CCTP, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire, en application des articles 36 à 39 du CCAG/PI et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 27 du CCAG/PI.

#### 16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 40 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché à tout moment pour motif d'intérêt général.

### **Article 17 : Règlement des litiges**

Il est possible de faire appel au Comité Consultatif de Règlement Amiable pour résoudre les éventuels litiges pouvant survenir au cours de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions constitutives du code de la Commande publique.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal Administratif et la loi française est la seule applicable.

Le tribunal administratif compétent est celui dans lequel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat.

Si son exécution s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ou si le lieu de cette exécution n'est pas désigné dans le marché, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège l'autorité publique compétente pour signer le marché.

#### **Article 18 : Application de l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail - Assurances**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. (Formulaire NOTI 1 et les justificatifs qui y sont réclamés).

Dans le cadre de son activité objet du présent marché, le Titulaire justifie de la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle, susceptibles d'être engagées pour les dommages corporels et matériels et/ou immatériels.

Il s'engage à communiquer une attestation d'assurance en cours de validité sur toute demande faite par les services de l'ARS IDF, par lettre recommandée avec accusé de réception ou en cas de modification des conditions de sa police.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés comptés à partir de la réception de la demande, le marché pourra être résilié.

#### **Article 19 : Clause environnementale**

L'ARS Île-De-France apporte une attention toute particulière aux mesures de gestion environnementale et invite le Titulaire à prendre en compte cette dimension dans l'exécution de ladite prestation, objet du présent marché.

#### **Article 20: Label diversité**

L'ARS Île-De-France déploie une politique égalité professionnelle et diversité. Engagée dans une démarche de labélisation depuis 2012, un accord a été signé avec l'ensemble des organisations syndicales. Il définit les engagements de la direction générale en matière de prévention des discriminations et traduit par des actions concrètes les axes de la politique énoncée.

Par cette démarche, l'agence s'engage à tous les niveaux de process RH, tant en matière de recrutement que de formation de prévenir toutes les formes de discriminations. Elle informe également dans le cadre de sa politique d'achat ses fournisseurs de son engagement diversité.

#### **Article 21 : Dérogations aux documents généraux**

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / PI :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Chapitre ou Article du CCAG / PI
3	Pièces contractuelles	Nature et ordre de priorité des pièces	4.1